

Les filières grandes cultures en Normandie : plus de 20 000 emplois directs et indirects

En Normandie, une exploitation agricole sur deux produit des grandes cultures. Elles occupent près de la moitié de la surface agricole régionale et représentent 30 % du chiffre d'affaires de l'agriculture normande. En dehors des exploitations, les activités de transformation, de commerce ou de services liées aux grandes cultures emploient plus de 9 000 personnes. A côté des utilisations locales, l'exportation constitue un débouché majeur pour les grandes cultures et tout particulièrement pour le blé.

Les grandes cultures regroupent l'ensemble des productions végétales cultivées en plein champ et destinées à la commercialisation. Elles peuvent être regroupées en deux grandes catégories : d'une part les céréales et oléoprotéagineux (COP), principalement blé, orge, colza, pois et féveroles, d'autre part les cultures industrielles : betteraves industrielles, lin textile, auxquelles on peut par commodité ajouter les pommes de terre. Chacune de ces productions correspond à une filière spécifique avec ses propres enjeux économiques et techniques. Le choix de les observer globalement dans un premier temps est simplificateur, mais nécessaire pour dégager une vision d'ensemble. Dans un second temps, un zoom sur la filière blé tendre, la culture la plus importante en Normandie, permet d'identifier plus précisément son fonctionnement et ses enjeux.

Les grandes cultures en Normandie

Les grandes cultures représentent le tiers du produit agricole régional

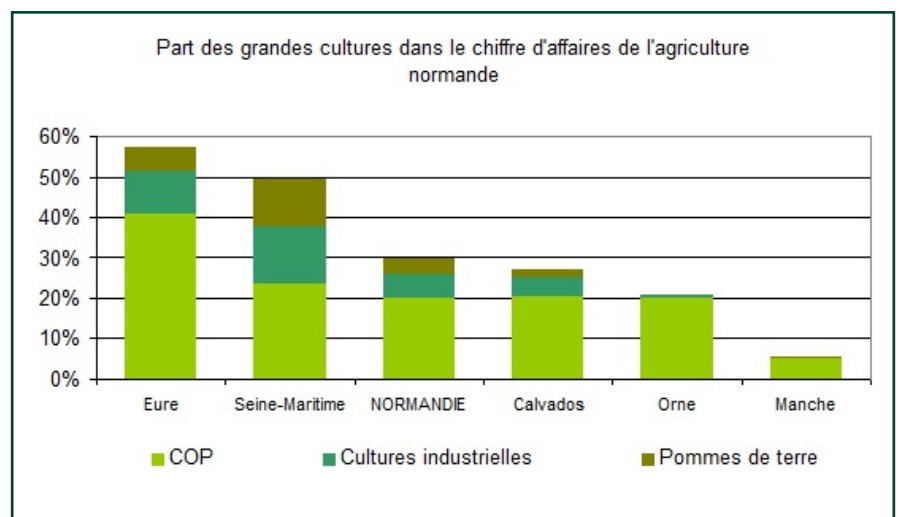
Les grandes cultures génèrent un chiffre d'affaires annuel de 1,5 milliards d'euros, soit 30 % de la valeur de la production agricole normande. Elles sont cultivées presque partout, mais leur importance est très variable selon les départements. Elles affichent une nette prédilection pour l'est de la Normandie où elles représentent 57 % de la valeur de la production agricole

dans l'Eure et 49 % en Seine-Maritime. A l'ouest, elles y contribuent à hauteur de 27 % dans le Calvados et de 21 % dans l'Orne. La Manche, très spécialisée en élevage, fait exception avec 6 % seulement du produit agricole issu des grandes cultures.

A l'ouest de la Normandie, les grandes cultures sont constituées très majoritairement de céréales et d'oléoprotéagineux. Les cultures industrielles sont quasiment absentes dans la Manche et l'Orne et peu développées dans le Calvados (6 % du produit agricole). A l'est en revanche, les productions sont plus diversifiées, les cultures industrielles et les pommes de terre représentent 16 % du produit agricole dans l'Eure et 25 % en Seine-Maritime, un poids élevé dans ce département qui s'explique par l'importance de la production de pommes de terre (12 % du produit agricole départemental).

Les rendements parmi les meilleurs de France et des surfaces en progression

Grâce à la qualité de ses sols et à son climat océanique, la Normandie affiche des rendements pour les grandes cultures qui sont parmi les meilleurs de France : 81 quintaux par hectare contre 72 au niveau national pour le blé tendre ; 74 quintaux contre 64 pour l'orge et 38 quintaux contre 33 pour le colza (moyenne décennale olympique). Avec les deux tiers de la production nationale de lin textile, la Normandie fixe le rendement moyen à 7,1 tonnes de paille. Pour les betteraves industrielles, avec 88 tonnes en moyenne, le rendement régional est équivalent au rendement national. Il n'y a que pour les pommes de terre que la Normandie fait un peu moins bien (41 tonnes contre 44 tonnes), mais la région produit beaucoup de plants.



En 2016, la surface consacrée aux grandes cultures couvre 917 000 hectares, soit 47 % de la surface agricole. Elle a progressé de plus de 90 000 hectares en 10 ans, pour l'essentiel du fait des COP : plus 42 000 ha pour le blé tendre ; plus 32 000 ha pour l'orge et plus de 23 000 ha pour le colza. Seuls les pois affichent un très net recul sur la période avec une surface en baisse de 13 000 ha.

Un tiers des exploitations produit près de 80 % des grandes cultures

En Normandie, plus d'une exploitation sur deux produit des grandes cultures (18 000 en 2010). La moitié des producteurs en cultive moins de 25 ha et ensemble, ils ne totalisent que 10 % de la surface. En revanche, un tiers des producteurs en cultive plus de 50 ha et totalise 80 % de la surface régionale. Les grandes cultures sont très souvent associées à l'élevage en Normandie. Les éleveurs laitiers et mixtes exploitent en moyenne 23 ha de grandes cultures. Ils sont très présents dans la Manche (70 % des producteurs), dans l'Orne (52 %) et dans le Calvados (42 %). Les polyculteurs éleveurs sont une spécificité Seine-Maritime (30 % des producteurs), ils exploitent en moyenne 57 ha de grandes cultures. Les exploitations spécialisées en grandes cultures sont surtout présentes dans l'Eure (66 % des producteurs), dans le Calvados (36 %) et en Seine-Maritime (30 %).

En 2010, les exploitations produisant des grandes cultures totalisaient 31 300 emplois (exprimé en UTA : unités de travail annuel) pour assurer l'ensemble du travail (élevage et cultures). Dans les exploitations spécialisées, le ratio unité de travail pour 100 ha de grandes cultures est de 1,55. Sur cette base, on peut donc estimer que le nombre d'emplois nécessaire dans les exploitations par rapport à la surface régionale est compris entre 13 000 et 14 000 équivalents temps plein.

L'amont et l'aval de la production

Plus de 9 000 emplois en amont et en aval de la production

En dehors des exploitations agricoles,

Evolution des surfaces en grandes cultures entre 2006 et 2016 (ha)			
Cultures	2006	2016	Taux d'évolution
Céréales et oléoprotéagineux	737 990	816 025	10,6%
Dont blé tendre	441 350	483 440	9,5%
Dont orge	95 936	127 880	33,3%
Dont colza	111 191	134 910	21,3%
Dont pois	31 273	18 140	-42,0%
Cultures industrielles	73 500	85 203	15,9%
Dont betteraves	25 795	30 140	16,8%
Dont lin textile	47 650	54 745	14,9%
Pommes de terre	12 399	15 755	27,1%
Total grandes cultures	823 889	916 983	11,3%

1 800 établissements totalisant 9 100 salariés exercent des activités en lien avec les grandes cultures (hors logistique et transport). C'est un secteur relativement diffus, 8 % seulement des établissements comptent plus de 10 salariés, mais ils concentrent 76 % des emplois.

Le groupe « amont » rassemble les établissements qui assurent la production de biens et de services destinés à la production : produits phytosanitaires, engrais, matériels agricoles, soutien aux cultures... Ce groupe emploie plus de 2 400 salariés dans 1 100 établissements. Parmi eux, 42 établissements seulement comptent plus de 10 salariés, mais totalise 1 700 emplois. Le soutien aux cultures (entreprises de travaux agricoles et CUMA), est très atomisé : plus de 1 000 entreprises totalisant 950 emplois. Les autres activités du groupe amont (fabrication d'engrais, de pesticide, de machines agricoles) sont de type industriel et donc très concentrées avec 1 450 salariés pour moins de 50 établissements. Leur implantation régionale n'est pas tant liée à l'agriculture qu'à l'activité portuaire. Les emplois dans le groupe amont sont pour moitié des emplois d'ouvriers, très peu féminisés (13 %). La rémunération annuelle brute moyenne s'élève à 36 900 euros.

Le groupe « transformation » regroupe les établissements qui transforment les matières premières issues des grandes cultures : travail du grain, des corps gras, industrie du sucre, aliments du bétail, teillage du lin, etc. Il comprend également les industries de seconde transformation qui utilisent majoritairement des produits transformés issus des grandes cultures : fabrication industrielle de

pain, de pâtisserie, de biscuits, de biscottes etc. Le groupe transformation compte plus de 4 800 salariés répartis dans 200 établissements. Il est très concentré avec 80 établissements de plus de 10 salariés totalisant 4 650 emplois. Composée d'établissements à caractère industriel, la transformation emploie 71 % d'ouvriers, dont près du tiers sont des femmes. La rémunération annuelle brute moyenne du groupe s'élève à 35 000 euros.

Enfin, le groupe « commerce intra-filière » comprend les établissements de commerce de gros et intermédiaires de commerces de matières premières agricoles, aliments pour animaux, textiles et produits semi-finis. Ce groupe compte près de 500 établissements et 1 850 salariés. Tout comme le groupe amont, le commerce intra-filière est composé de très nombreuses petites unités. En effet, il ne compte que 37 établissements de plus de 10 salariés totalisant 900 emplois. Les emplois d'ouvriers sont moins fréquents que dans les autres groupes (41 % des effectifs). Les emplois y sont très peu féminisés (4 %). La rémunération annuelle brute moyenne s'élève à 36 400 euros.

Zoom sur la filière blé tendre

Les trois quarts de la production collectée par des entreprises normandes

La Normandie avec 3,7 millions de tonnes de blé tendre produit par an en moyenne, représente 11 % du blé français. Ce blé, après avoir été collecté, va être transformé en farine pour l'alimentation humaine, incorporé

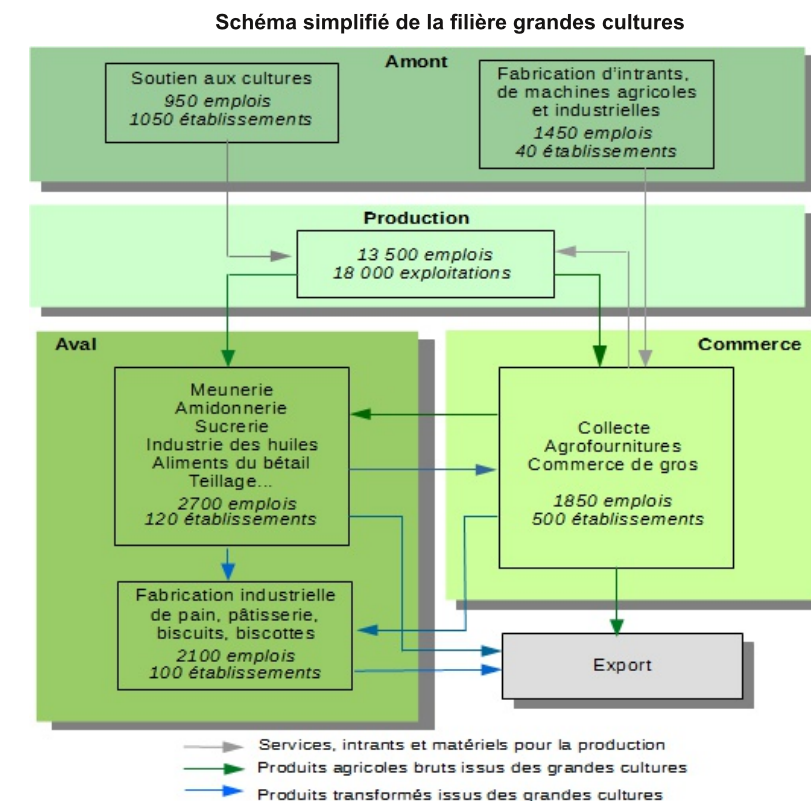
aux aliments pour animaux, décomposé en amidon, gluten et éthanol ou exporté sous forme de grain. En se basant sur une campagne (blé récolté en 2014 et collecté jusqu'en 2015), il est possible de reconstituer les flux pour les différents usages, sans réelle certitude cependant sur l'origine des grains.

En 2014, la production régionale de blé tendre s'est chiffrée à 3,97 millions de tonnes. 95 % de la production ont été collectées, le solde est resté dans les exploitations, en stock, pour l'autoconsommation ou la semence. Les collecteurs normands (siège de l'entreprise en Normandie) ont collecté 2,85 millions de tonnes, soit 72 % de la production. Le reste, soit 23 % de la production régionale (0,9 millions de tonnes), a été collecté par des entreprises dont le siège est hors région. Il n'est toutefois pas possible de dire si ce blé normand a quitté la région ou non, car les collecteurs extra-régionaux disposent d'une capacité de stockage en région équivalente à leur collecte.

Les collecteurs régionaux ne sont pas en reste, ils ont collecté 1,46 millions de tonnes hors de Normandie. Il est là encore impossible de savoir dans quelle proportion ce blé collecté hors région est arrivé physiquement en Normandie, car les collecteurs normands disposent d'une capacité de stockage hors région de 1,3 millions de tonnes. Tout ce qu'il est possible de déduire de ces flux est que les collecteurs normands ont, pour cette campagne 2014-2015, couvert leurs besoins à hauteur de 66 % avec du blé d'origine normande.

Le travail du grain, une activité sous-représentée en Normandie

Malgré l'importance de la production de blé tendre en Normandie, l'industrie de transformation du grain y



est largement sous-représentée. Cette activité totalise un peu moins de 340 emplois, soit 3,5 % des effectifs du secteur en France, ce qui fait de la Normandie la région métropolitaine où le travail du grain est le moins présent. Ramené à la production, pour 1 million de tonnes de blé tendre produit, la Normandie compte moins de 100 emplois dans l'industrie du grain quand la France en compte 260. Même constat s'agissant de la fabrication d'aliments du bétail, autre destination du blé tendre. Ce secteur, avec 450 emplois est nettement sous-représenté en Normandie (3,6 % des emplois du secteur en France).

Sur la campagne 2014-2015, le volume de blé transformé par des entreprises normandes pour des usages intérieurs s'élève à 1,3 millions de tonnes, dont 0,3 millions pour la meunerie, le reste étant destiné princi-

palement à la fabrication d'amidon et de gluten et dans une proportion beaucoup plus faible à la fabrication d'aliments pour le bétail. Le blé transformé en Normandie représente l'équivalent du tiers de la récolte régionale.

L'export, 1^{er} débouché pour le blé normand

Le port de Rouen est le premier port céréalier français et ouest européen, 60 % des céréales exportées hors Union Européenne y transitent. Les céréales exportées proviennent pour l'essentiel de 4 régions : la Normandie (36 %), le Centre Val de Loire (25 %), l'île de France (19 %) et les Hauts de France (12 %).

Pour la campagne 2014-2015, 5,6 millions de tonnes de blé ont été chargées sur le port de Rouen, principalement à destination du

Les 10 premiers établissements de la filière grandes cultures en 2014 en terme d'effectifs

Entreprises	Activité	Effectifs
SAINT LOUIS SUCRE SA	Fabrication de sucre	513
BOREALIS CHIMIE	Fabrication de produits azotés et d'engrais	379
PATISSERIE PASQUIER	Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	267
BASF AGRI PRODUCTION SAS	Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques	247
SAIPOL	Fabrication d'huiles et graisses brutes	242
TERRE DE LIN	Préparation de fibres textiles et filature	241
BISCUITERIE DE L'ABBAYE SA	Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries	209
NOR'PAIN	Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	183
SOCIETE VERMANDOISE INDUSTRIES	Fabrication de sucre	181
ST MICHEL AVRANCHES	Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries	179

Maghreb. En appliquant le ratio de 36 % d'origine normande, on estime que 2,1 millions de tonnes de blé tendre chargées sur les ports normands proviennent de silos implantés en Normandie, ce qui correspond à près de 55 % de la production régionale. Mais là encore, le blé vraiment produit en Normandie ne peut être distingué.

Qualité des blés normands : près de 90 % de blé planifiable

Les blés cultivés en Normandie sont essentiellement des blés panifiables supérieurs (48 %) et panifiables (39 %). Mais la part de blé panifiable supérieur en Normandie est nettement inférieure à celle des autres grandes régions céréalières (60 % en France métropolitaine). Les blés améliorants ou de force, produits plus au sud, sont quasiment absents dans la région.

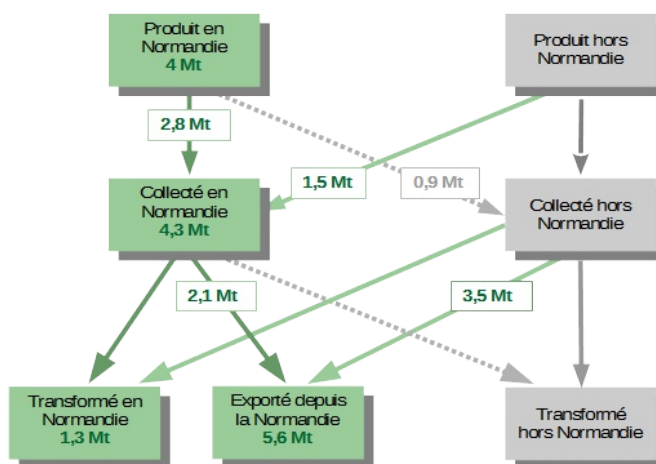
La qualité des blés normands, tout en satisfaisant aux exigences de panification française, est néanmoins

légèrement inférieure à la qualité moyenne des blés français : plus humide, une teneur en protéine inférieure et une force (ou W, qui indique l'aptitude de la pâte à se déformer) inférieure à la moyenne.

La prédominance du débouché à l'exportation met la France, et a fortiori la Normandie, en concurrence sur les marchés mondiaux avec d'autres

zones de production et tout particulièrement avec la zone Mer Noire. Face à la montée en puissance de la production de blé tendre et au développement des capacités portuaires dans cette partie du monde, la qualité du blé français, et plus encore du blé normand, est un enjeu majeur pour la filière.

Campagne 2014-2015 : reconstitution des flux de blé tendre



Méthode

La quantification des établissements et des emplois est réalisée à partir du code d'activité de l'établissement (APET). En fonction de ce code, les établissements sont classés en 3 catégories correspondant à leur degré d'appartenance à la filière. Le « noyau » de la filière regroupe les établissements dont les activités sont directement liées aux grandes cultures : soutien aux cultures, transformation de produits végétaux bruts (sucrierie, meunerie) ou transformés (fabrication industrielle de pain, de biscottes, de biscuits, hors artisanat de bouche), commerce de gros de céréales, etc. La catégorie « partiel » correspond aux établissements dont une partie des activités est en lien avec la filière : industrie des corps gras, industrie chimique ou encore industrie textile. La catégorie « potentiel » regroupe les établissements qui pourraient être liés indirectement à la filière, comme les fabricants de machines agricoles ou de machines pour l'agroalimentaire.

Tous les établissements de plus de 10 salariés correspondant aux codes APET recherchés sont examinés individuellement pour déterminer ou non leur appartenance à la filière. Par exemple, parmi les établissements dont le code APET est 1310Z « préparation de fibres textiles et filature » seules les entreprises de teillage sont retenues. Pour un code APET donné, le taux d'établissement de plus de 10 salariés appartenant à la filière est ensuite appliqué à l'ensemble des établissements. Cette approximation peut peser sur le nombre d'établissements retenus, mais elle n'a qu'une incidence faible sur l'emploi.

Selon leur position dans la filière, les établissements retenus sont ensuite regroupés en trois groupes : l'amont qui intervient avant la production, l'aval qui transforme les produits agricoles et le commerce intra-filière qui assure l'approvisionnement des établissements aux différents stades de la filière. Les établissements de la logistique, du transport et de la manutention portuaire n'ont pas été retenus en raison de la difficulté à identifier leur lien à la filière. Concernant les activités de transformation, l'étude se limite au secteur industriel, elle n'intègre pas l'artisanat de bouche (boulangeries et pâtisseries).

Sources

- AGRESTE** : Statistiques agricoles annuelles (séries 2006-2016) ; Comptes de la branche agriculture (série 2010-2016) ; Recensement agricole 2010
- FranceAgriMer** : Etat 2-8-13 (mouvement des grains en collecte, meunerie et fabrication d'aliments du bétail) ; enquête qualité des blés.
- INSEE** : Connaissance locale de l'appareil productif (CLAP 2014)
- Port de Rouen** : Volume exporté et origine des blés exportés en 2015

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt



Directrice de publication : Caroline GUILLAUME
 Rédacteur en chef : Michel DELACROIX
 Composition et impression : SRISE
 Dépôt Légal : à parution
 I.S.S.N. : 2557-1281

DRAAF de Normandie
 6 Bd Général Vanier - 14070 Caen Cedex 5
 Service régional de l'information statistique et économique (SRISE)
 2, rue Saint-Sever - 76032 ROUEN CEDEX
 tél. : 02.32.18.95.93 - fax : 02.32.18.95.97
 mél : srise.draaf-normandie@agriculture.gouv.fr

www.draaf.normandie.agriculture.gouv.fr